

L'UE livre l'agriculture française à Zelensky

écrit par Jeanne la pucelle | 27 septembre 2025

LE JOURNAL DU 26 SEPTEMBRE 2025

**MACRON
LIQUIDE
NOS PAYSANS**



L'UE livre l'agriculture française à Zelensky - JT du vendredi 26 septembre 2025

LE JOURNAL DU 26 SEPTEMBRE 2025

**MACRON
LIQUIDE
NOS PAYSANS**



L'UE livre l'agriculture française à Zelensky - JT du vendredi 26 septembre 2025

A la une de cette édition, après le Mercosur et l'Amérique du sud, c'est à l'Ukraine que l'hyperclasse

européenne entend brader les agriculteurs français et européens.

Pour ceux qui n'ont pas le temps de regarder la video, voici sous la video la transcription d'une partie de l'émission consacrée à l'agriculture. C'est terrifiant, c'est révoltant. De quoi exiger le Frexit tout de suite !

Un nouveau contrat d'association avec l'Ukraine est à l'étude au Parlement européen , il menace de nouveau les agriculteurs français et européens.

Explication d'Édouard Chanot : c'est un accord hautement inflammable qui se prépare en toute discrétion dans les couloirs de Bruxelles. Les produits agricoles venus d'Ukraine avaient déjà poussé les agriculteurs européens à la révolte à l'hiver 2023. **Or, une réunion s'est tenue le 24 septembre au Parlement européen pour étudier le nouveau contrat d'association avec Kiev**

L'objectif ? un système d'importation considérable via des quotas annuels. Selon Ursula Van Der Leyen, présidente de la commission, l'accord serait équilibré et permettrait à l'Ukraine de poursuivre ses opportunités commerciales tout en tenant compte des intérêts des agriculteurs européens.

Une affirmation qui scandalise le député RN Gilles Penelle qui

a suivi le dossier au Parlement. La Commission européenne vient de prendre une décision qui est selon moi dramatique, qu'on appelle un contrat

d'association. C'est-à-dire qu'elle fixe des quantités de produits importés d'Ukraine tous les ans. On ne les renégociera même pas. Moi, je considère que la Commission européenne se comporte déjà comme si

l'Ukraine était dans l'Union européenne. Alors, ça concerne trois produits essentiellement qui sont des produits sensibles.

Le sucre. Je vais vous donner un chiffre.

Avant la guerre, on a importé 20000 tonnes de sucre d'Ukraine. À partir de

maintenant, on va en importer 100000 tonnes par an.

C'est-à-dire que la

filière betterave française et européenne va mourir.

D'autant plus que

le mercosur, s'il est adopté, prévoit 1800 tonnes d'importation de sucre.

Deuxièmement, on n'en a plus parlé dans l'actualité, **les**

volailles. . On va maintenant en importer tous les ans

1200 tonnes. Et quelle volaille ! De la volaille de très

petite

qualité. 80 % de celle-ci étaient détenu par un milliardaire ukrainien, un oligarque qui

vivait à Malte, qui est coté en bourse de Londres et qui

fait travailler en Ukraine des salariés dans ses

immenses élevages de volaille avec un salaire de 165 €.

165 € c'est le salaire minimum en Ukraine. Et puis il y

a bien évidemment **les céréales**. On libéralise l'entrée

de céréales ukrainiennes en très grande quantité. **Au nom**

de la solidarité avec l'Ukraine, on est en train de

détruire des pans entiers de l'agriculture française.

J'ai rencontré énormément d'agriculteurs et d'éleveurs

ces

temps-ci. Ils sont très inquiets sur le mercosur mais

ils considèrent que ce

qu'on fait avec l'Ukraine, c'est pire.

À l'heure actuelle, **la France** est le premier **producteur**

de sucre de betterave au sein de l'Union avec **4 millions**

de tonnes annuelles. La filière emploie **15000** personnes

sur **400000** hectares. L'hexagone produit aussi environ **2**

millions de tonnes de volailles, des secteurs qui

pourraient être aisément déstabilisés. En 2022, l'UE

avait tout libéralisé profitant de la guerre en Ukraine. En effet, tous les droits de douane sur les produits agricoles avaient été suspendus pour soutenir Kiev et faciliter ses exportations vers l'UE.

Une aide indirecte s'ajoutant bien sûr aux 170 milliards d'euros versés à

l'Ukraine depuis cette date et aux sanctions visant la Russie et son gaz, pourtant indispensable pour les exploitations européennes. Subissant une fronde intense des agriculteurs, notamment français, polonais et hongrois

qui dénonçaient la concurrence ukrainienne déloyale, la commission a revu sa copie

et cédé en 2023 réimposant les quotas définis en 2016.

Aujourd'hui, Bruxelles

s'enorgueillit d'une amélioration de la prévisibilité des flux commerciaux et de

l'intégration économique globale de l'Ukraine. Selon la commission, les quotas de bœuf, de moutons et de porc seraient inchangés. Celui du blé serait

augmenté de manière limitée. Ceux du lait en poudre ou encore de l'avoine et

de l'orge s'aligneraient sur les niveaux d'importation des années précédente.

Mais déjà en juillet dernier, selon le média à toute l'Europe, **la Commission**

prévenait que l'Union européenne ouvrirait davantage son marché aux produits ukrainiens qu'avant la guerre et ce

alors même que l'alignement progressif de l'Ukraine aux normes notamment sur le bien-être animal, l'utilisation de pesticides ou

les médicaments vétérinaires n'est prévu que pour 2028.

Et même si des clauses de

sauvegarde sont envisagées en cas de déstabilisation du marché, tout cela

n'annonce rien de bon pour les agriculteurs selon Gilles Pénelle.

Moi, je n'y crois absolument pas. Alors, elle le dit aussi pour le mercure, hein, dans la réalité, nous n'aurons aucun moyen de contrôle. Euh parce que là, vous abordez un problème grave, c'est que euh dans la réalité, euh nous ne sommes incapables de contrôler comment ont été produits ces volailles, euh ces betteraves, ces céréales avec des produits phytosanitaires interdits en France et dans l'Union européenne, avec des antibiotiques, des hormones de croissance interdites dans l'Union européenne, c'est une fuite en avant extrêmement grave. Bien évidemment, l'agenda de la Commission européenne, c'est de faire adhérer euh l'Ukraine à l'Union européenne dans un processus accéléré, ce qui serait euh une véritable catastrophe. La Commission européenne annonce déjà une baisse future de la PAC de 24 % sur le budget global. Si l'Ukraine rentrait dans l'Union européenne, elle capterait plus d'argent que la France sur les crédits PAC. C'est-à-dire que si on additionne la baisse du budget de la PAC plus ce que prendrait l'Ukraine, en fin de compte, c'est la fin des Z PAC. **la Commission européenne se comporte et c'est ça qui est assez original et inquiétant comme si l'Ukraine était déjà dans l'Union européenne, vous voyez ?** Parce que bien évidemment ces importations sont sans droit de douane afin de finalement de dire un jour bah voyez euh elle peut y rentrer maintenant sans aucun problème puisque de toute façon tous les

quotas ont été explosés.

On est en train de tuer des pas entiers de notre agriculture. Tout ça pour des contreparties où on exportera des produits industriels bien évidemment, des voitures allemandes, des machines outils allemands..

Note de Le Chti français

Vous oubliez de signaler que plusieurs agriculteurs « français » sont installés en Ukraine et pratiquent une agriculture à l'échelle industrielle au détriment de nos petits paysans qui eux sont soumis à des règles contraignantes.